



**Education *Plus* :**  
éducation secondaire,  
sécurité, autonomisation  
et émancipation pour toutes  
les adolescentes en Afrique



Une nouvelle initiative en faveur de l'éducation et de l'émancipation des adolescentes en Afrique subsaharienne est en train de voir le jour en 2021.

Elle jouit du soutien d'une coalition inébranlable animée par le besoin de changement avec les adolescentes et les jeunes femmes à sa tête

# POURQUOI L'ÉDUCATION ET L'ÉMANCIPATION SONT- ELLES IMPORTANTES POUR LES FILLES, ET POUR L'AFRIQUE ?

Les adolescentes émancipées et ayant été scolarisées sont un moteur du progrès, elles transforment les communautés et sont un levier pour une prospérité économique durable. Toutefois, 18 ans après la signature du Protocole de Maputo par les pays africains et leur engagement en faveur des droits des femmes et des filles, de nombreuses adolescentes continuent d'être écartées de services essentiels, notamment de l'éducation secondaire.

La crise de la COVID-19 aggrave leur vulnérabilité. La fermeture des écoles renforce les inégalités entre les sexes, car les filles ont plus de risques de ne pas y retourner que les garçons. Elles sont poussées vers le marché des emplois informels ou doivent s'acquitter du travail domestique non rémunéré, ce qui se traduit par une multiplication des cas de violences, ainsi que des grossesses adolescentes et des pratiques néfastes, comme le mariage des enfants et la mutilation génitale féminine.

En Afrique subsaharienne, l'épicentre de l'épidémie de sida, le VIH continue de toucher de manière disproportionnée les adolescentes. Par ailleurs, les adolescentes et les jeunes femmes sont la cible de discriminations nourries par les inégalités entre les sexes ce qui aggrave leur vulnérabilité face au VIH. Elles sont invisibilisées, ne disposent pas des services nécessaires et sont prises suffisamment en compte dans les mesures, les services et les investissements.

Aujourd'hui, chez les 15 à 19 ans vivant dans la région, cinq nouvelles infections au VIH sur six touchent une fille. Tous les jours, plus de 600 adolescentes sont contaminées par le virus en Afrique subsaharienne. Dans la région, les maladies

opportunistes constituent toujours la deuxième cause de mortalité chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans. La majorité des adolescentes ne disposent pas de connaissances complètes sur les méthodes de prévention de la transmission du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles. Toutefois, nous savons qu'en permettant aux filles de finir leur éducation secondaire, cela les protège du VIH et améliore de nombreux autres facteurs de santé et de développement. Des études montrent que le risque d'infection au VIH des filles vivant dans des pays d'Afrique à forte prévalence est divisé par deux lorsqu'elles sont scolarisées dans le secondaire.

On estime que le manque d'opportunités éducatives et économiques engendre une plus faible représentation des femmes dans la population active et cause annuellement une perte économique de 60 milliards de dollars à l'Afrique subsaharienne. Et pour les jeunes femmes elles-mêmes, les avantages apportés par une éducation secondaire complète, l'émancipation sociale et économique, ainsi que la jouissance totale de leurs droits humains sont inestimables. Nous n'atteindrons pas les Objectifs de développement durable si nous n'améliorons pas radicalement l'ampleur et la qualité des investissements destinés à l'émancipation des adolescentes et des jeunes femmes, ainsi qu'à l'égalité des sexes.

## QUE FAUT-IL FAIRE ?

Pour que l'Afrique sorte de la crise de la COVID-19, nous devons faire bien plus que de revenir à la normale. Nous avons besoin de revoir notre copie. Nous devons non seulement faire retrouver le chemin de l'école à toutes les filles scolarisées, mais également atteindre les 34 millions de filles en âge d'aller dans le secondaire en Afrique subsaharienne dont le droit à l'éducation a été déjà bafoué avant l'arrivée de la COVID-19.

Nous devons apporter des interventions multisectorielles, fiables et respectant les droits humains pour lutter contre les vulnérabilités rencontrées par les filles, notamment le VIH. Pour cela, les adolescentes ont besoin d'aller au bout d'une éducation secondaire de qualité. Elles doivent





avoir un accès universel à une éducation sexuelle complète, jouir de la santé sexuelle et reproductive et des droits afférents (y compris la prévention, le dépistage, le traitement et la prise en charge du VIH), ne plus être victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, être capables d'entrer sur le marché du travail après avoir terminé leur scolarité, de jouir d'une sécurité économique et d'être émancipées. C'est la seule manière pour que les adolescentes et les jeunes femmes d'Afrique puissent développer leur plein potentiel.

Pour y parvenir, il est nécessaire de faire preuve de volontarisme au plus haut niveau national pour assurer les investissements nationaux et les changements requis, et pour lutter contre la discrimination et le patriarcat. Par ailleurs, cela passe par une solidarité internationale audacieuse afin de garantir que l'action des gouvernements ne sera pas entravée par des difficultés financières imposées par la dette, par des conditions ou par une fourniture insuffisante de l'aide essentielle.

Education *Plus* s'efforcera de réunir les partenaires pour apporter une réponse à la crise qui touche les adolescentes et les jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Ces dernières seront non seulement les bénéficiaires de cette initiative, mais aussi les agentes émancipées d'un changement qu'elles favoriseront.

Nous allons œuvrer pour garantir les financements publics nécessaires à la mise en place d'un accès universel et gratuit aux services éducatifs et de santé, pour mettre un terme aux règles, lois et pratiques discriminantes qui dépouillent les filles de leur droit à l'éducation secondaire, mais aussi utiliser les systèmes éducatifs pour assurer la promotion de l'égalité des sexes et de l'émancipation de toutes les adolescentes et les jeunes femmes. Nous allons travailler pour raviver l'engagement en faveur de l'éducation secondaire et de l'émancipation des adolescentes. Les mesures nationales livrant les meilleurs résultats donneront l'exemple pour changer les normes et les comportements dans tout le continent.

## QUI PEUT ÊTRE À L'ORIGINE DE CE CHANGEMENT ?

Le rôle des gouvernements et des parlements est essentiel, car cette initiative demande de changer les réglementations, les pratiques et les investissements. Mais les adolescentes et les jeunes femmes aussi, en revendiquant leur droit à une éducation secondaire universelle, joueront un rôle vital pour soutenir ce processus.

Nous savons pertinemment qu'un changement d'une telle envergure ne peut réussir qu'avec l'émergence d'un mouvement commun. Des groupes citoyens, y compris de jeunes militantes appartenant à différents réseaux de jeunes et de féministes, montrent comment appeler à l'action. Aujourd'hui, sous la houlette de cinq directrices d'agence des Nations Unies (ONUSIDA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU Femmes, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), un réseau exceptionnel de leaders originaires d'Afrique et du monde entier, de la société civile, de l'économie, des syndicats, de groupes religieux et des médias unit ses forces avec les adolescentes et les jeunes femmes pour créer une dynamique du changement que rien ne pourra arrêter.

Nous ne faisons pas cela *pour* les adolescentes et les jeunes femmes en Afrique, mais ensemble avec elles. Émancipées, les adolescentes et les jeunes femmes s'engageront, participeront et aideront à mener cette initiative. Cette génération de femmes leaders peut battre le sida, parvenir à l'égalité des sexes et garantir les droits humains à toutes les filles.

Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre. Unissons nos efforts en faveur d'une Afrique où chaque adolescente est scolarisée, en sécurité et émancipée.